CONSEIL DE GESTION

Grand Salon

Procès-Verbal de la séance du 13 février 2025 à 14h30

Enseignants présents : Manuel BORREGO, Séverine EQUOY-HUTIN, Benjamin GOLDLUST, Margareta KATSBURG, Philippe LAPLACE, Sophie MARIANI-ROUSSET, Philippe PAYEN-DE-LA-GARANDERIE, Yohan SAHRAOUI, Carolane SANCHEZ, Maria SANAHUJA.

Enseignants ayant donné procuration : Sylvie BEPOIX, Paul DIETSCHY, Michel SAVARIC.

Personnels BIATSS présents : Catherine AYMONIER, Frédérique BAEHR, Marie-Pascale BEHRA, Sébastien JACQUOT, Gilles VUIDEL.

Personnels BIATSS ayant donné procuration : Philippe SIGNORET.

Etudiants présents : Sasha ABDUL RAZEK, Marcellin BONNET, Maxime CONTE, Arthur LEFEBVRE-DULMET, Xavier MATHIS.

Membres de Droit : Nadège CHEVRE, Responsable des Services Administratifs.

Membres invités : Cléa BRUNEL, Secrétaire de Direction

Le quorum étant atteint, le doyen ouvre la séance à 14h30.

1. Adoption du PV du précédent Conseil de gestion
2. Changement de nom de notre composante
3. Présentation du projet étudiant d'évènement autour de la culture palestinienne
4. Expressions des besoins en ATER
5. Besoins supplémentaires en termes de postes BIATSS : entretien de l'Arsenal, appui aux formations
6. Mise à jour des membres des Commissions et bureau permanent
7. Discussion autour du projet de calendrier 2025-26
8. Présentation du « forum des masters »
9. Point patrimoine
10. Présentation du projet RITM
11. Ouverture de formations à l'alternance
12. Questions diverses

1. Approbation du procès-verbal du Conseil de Gestion du 29 novembre 2024.

Pascal DUCOURNAU : Commençons par l'approbation du procès-verbal du conseil de gestion tenue le 29 novembre 2024. Avez-vous des remarques ou des modifications à proposer concernant ce procès-verbal ?

Manuel BORREGO : Selon l'avis du vice-président recherche, la Commission n'a pas de rôle au sein de l'UFR SLHS, car ces questions sont directement gérées par la présidence.

Sébastien JACQUOT : Philippe Signoret a formulé quelques remarques concernant le précédent Conseil de Gestion :

- En ce qui concerne le point sur le patrimoine, cela entraînera des coûts. Avez-vous reçu un retour sur le budget sincère ? Le mot « sincère » doit être repositionné, car ce n'est pas le retour qui est sincère, mais bien le budget.
- Il souhaite également que sa phrase « L'EPE est une opportunité pour redistribuer le personnel » soit reformulée sous forme de question : « L'EPE est-elle une opportunité pour redistribuer le personnel vers les composantes ? »
- Enfin, il propose d'ajouter deux phrases : « La direction des ressources humaines est en pleine réorganisation. Est-ce que des actions sont envisagées à ce sujet ? »

Pascal DUCOURNAU : Est-ce qu'il y a d'autres remarques ? Non. Y a-t-il des oppositions à son adoption ? Aucune. Des abstentions ? Aucune. Dans ce cas, le procès-verbal est réputé adopté avec les modifications.

2. Changement de nom de notre composante

Pascal DUCORNAU : Avant de donner la parole à Philippe Laplace, je souhaite faire un point d'information concernant la trajectoire de l'UFR SLHS. Une enquête administrative a été menée sous l'égide de la Présidence, et une reprise en main est actuellement opérée par cette dernière. Des questions se posent concernant l'autonomie et le contrôle de la direction. Je déplore qu'au printemps dernier l'étude organisationnelle que j'avais proposée, faite par un organisme extérieur, n'ait pas été réalisée, car certains membres de la commission Biatss y ont opposé un refus. Aujourd'hui, nous en sommes arrivés à cette situation.

Marie-Pascale BEHRA : C'est un sujet que tu soulèves, mais il semble que personne ne comprenne réellement la problématique. Nous ne parvenons pas à résoudre ce dysfonctionnement, ni avec notre direction, ni avec l'université. Nos voix ne sont pas entendues ici. J'ai démissionné de la Commission BIATSS pour ces raisons.

Pascal DUCORNAU : Je renouvelle ma proposition de lancer une étude organisationnelle.

Marie-Pascale BEHRA : Nous n'en voulons pas. Cela nous fait perdre un temps considérable. Si les leçons avaient été tirées des Commissions BIATSS, nous n'en serions pas là aujourd'hui. 50 000 euros... Nous n'avons pas d'argent à investir dans cela.

Pascal DUCORNAU : Nous pourrions solliciter l'aide du CSAE. Nous pourrions aussi identifier les points qui n'ont pas été traités dans les précédentes Commissions BIATSS.

Marie-Pascale BEHRA : Nous ne sommes pas un objet d'étude. Les problèmes doivent être exprimés, mais ils ne sont entendus ni par la direction, ni par l'université.

Pascal DUCORNAU : Il est nécessaire de trouver une solution par le haut.

Marie-Pascale BEHRA : Nous sommes accusés de fautes professionnelles. Nous en avons assez. Nous n'avons plus de temps à perdre avec cela.

Pascal DUCORNAU : Nous ne serions pas dans cette situation si l'audit avait eu lieu.

Marie-Pascale BEHRA : Non, ce n'est pas vrai. Si les actions avaient été menées correctement, nous n'en serions pas là.

Pascal DUCORNAU : Je vais reprendre les rapports des Commissions BIATSS pour voir ce qui n'a pas été fait ou ce qui a été fait partiellement. Souhaites-tu revenir à la Commission BIATSS ?

Marie-Pascale BEHRA : Non, je ne reviendrai pas, car les choses ne sont toujours pas réalisées.

Pascal DUCORNAU : Parlons alors du changement de nom de l'UFR.

Philippe LAPLACE : Les résultats du sondage sur le changement de nom est le suivant : pour le collège enseignants-chercheurs et BIATSS, 64% ont participé et le nom qui ressort en premier est Sciences du Langage, Humanités, Sociétés. Pour le collège étudiants, 36% ont participé et nom qui ressort en premier est Sciences du Langage, de l'Homme et de la Sociétés. Il faut se prononcer en conseil de gestion sur le nom de l'UFR puis le transmettre au conseil d'administration pour validation.

Benjamin GOLDLUST : Le dernier conseil d'administration a lieu le 11 mars.

Frédérique BAEHR : En termes de résultats, le collège étudiant a exprimé 1512 votes, tandis que le collège enseignants-chercheurs et BIATSS a exprimé 242 votes. Pour ce dernier, le nom « Sciences du Langage, Humanités, Sociétés » a reçu 75 voix, tandis que « Sciences du Langage, de l'Homme et de la Société » en a obtenu 49. Quant au collège étudiant, 620 voix ont été données pour le nom « Sciences du Langage, de l'Homme et de la Sociétés », contre 374 voix pour « Sciences du Langage, Humanités, Sociétés ». Les étudiants ont voté, et leurs voix doivent être prises en compte, tout comme celles des BIATSS.

Pascal DUCORNAU : Avez-vous une explication à cela ? Les étudiants seraient-ils conservateurs ?

Xavier MATHIS : Cela pourrait être dû à une question d'habitude.

Maxime CONTE : Oui, peut-être que nous sommes un peu conservateurs. Le nom « Sciences du Langage, de l'Homme et de la Sociétés » a largement dominé les autres. C'est une victoire pour l'Homme, au sens large.

Arthur LEFEBVRE-DULMET : 36% des étudiants ont voté, ce qui est déjà un chiffre important.

Sasha ABDUL RAZEK : De notre côté, il y a eu un manque de pédagogie. Nous n'avons pas assez travaillé à déconstruire certaines idées.

Philippe LAPLACE : Nous avons fait un débat, mais nous n'étions que deux à y participer.

Sasha ABDUL RAZEK : Les résultats parlent d'eux-mêmes.

Arthur LEFEBVRE-DULMET : Le problème semble plus systémique. Les étudiants reçoivent beaucoup de mails, et souvent, ils ne regardent même que l'intitulé avant de jeter l'email.

Yohan SAHRAOUI : Le choix de séparer les collèges a été fait pour que les étudiants aient plus de poids. Ce qui est intéressant, c'est que dans le collège enseignants-chercheurs et BIATSS, le nom « Sciences du Langage, Humanités, Sociétés » est arrivé en tête, tandis que « Sciences du Langage, de l'Homme et de la Sociétés » est arrivé quatrième. En revanche, dans le collège étudiant, « Sciences du Langage, de l'Homme et de la Sociétés » est arrivé en première position, et « Sciences du Langage, Humanités, Sociétés » en deuxième.

Benjamin GOLDLUST : Y a-t-il des conséquences financières liées au changement de nom, notamment concernant le logo ou les affiches ?

Yohan SAHRAOUI : La présidence impose que le logo de l'université soit associé à celui de l'UFR SLHS.

Frédérique BAEHR : 36% des étudiants ont voté, ce qui est considérable.

Pascal DUCORNAU : Nous allons procéder à un vote. Le Conseil est-il d'accord pour voter sur le changement de nom aujourd'hui ? Y a-t-il des oppositions à ce sujet ? Aucune opposition. Des abstentions ? Aucune. Nous allons donc procéder au vote aujourd'hui. Souhaitez-vous que nous votions sur les deux premières propositions de chaque collège, c'est-à-dire « Sciences du Langage, Humanités, Sociétés » et « Sciences du Langage, de l'Homme et de la Sociétés » ? Nous soumettons ces deux options au vote.

Benjamin GOLDLUST : Cela reste purement consultatif.

Pascal DUCORNAU : Le nom "Lettres, Langues et Sciences Humaines" est arrivé en deuxième position dans le collège enseignants-chercheurs et BIATSS. Est-ce que quelqu'un s'oppose à l'ajout d'une troisième dénomination ? Voici les trois options possibles : "Sciences du Langage, Humanités, Sociétés", "Sciences du Langage, de l'Homme et de la Sociétés" et "Lettres, Langues et Sciences Humaines". Qui souhaite voter pour "Lettres, Langues et Sciences Humaines" ? Un vote a été enregistré. Qui souhaite voter pour "Sciences du Langage, Humanités, Sociétés" ? 12 votes ont été enregistrés. Qui souhaite garder le nom actuel, "Sciences du Langage, de l'Homme et de la Sociétés" ? 6 votes ont été enregistrés. Qui s'abstient ? Une abstention a été enregistrée. Sans contestation possible, "Sciences du Langage, Humanités, Sociétés" a été adopté aujourd'hui. Je tiens à remercier le groupe de travail sur l'égalité femmes-hommes et l'inclusivité. Lors du prochain Conseil de Gestion, nous aborderons la proposition de donner le nom de la première doyenne, Madame Marita Gilli, à une salle.

3. Présentation du projet étudiant d'évènement autour de la culture palestinienne

Pascal DUCOURNAU : Avant d'accueillir les deux étudiantes, quelqu'un a-t-il des questions concernant le document envoyé hier par Cléa ? Vous avez également reçu le programme. S'il n'y a pas de questions, je vous propose de faire entrer les étudiantes. Je suis heureux de vous voir parmi nous aujourd'hui et je vous laisse la parole pour la présentation. Il y aura probablement des questions par la suite.

Présentation de l'évènement par les deux étudiantes.

Pascal DUCOURNAU : Avez-vous des questions ?

Lila LECOULTRE : Cet évènement se déroulera du 17 au 20 février 2025.

Yohan SAHRAOUI : Ce projet est-il porté par vous deux ? Est-ce qu'une association ou un collectif porte cet évènement ?

Lila LECOULTRE : Le projet est porté par nous deux et des étudiants.

Pascal DUCOURNAU : Il faut que les autres personnes soient informées des détails du projet.

Lila LECOULTRE : Elles sont informées.

Pascal DUCOURNAU : Ce projet s'adresse-t-il à la communauté universitaire ou à la ville ?

Lila LECOULTRE : Ce projet est exclusivement réservé à la communauté universitaire et c'est un évènement culturel.

Séverine EQUOY-HUTIN : Avez-vous déjà communiqué avec les étudiants et le personnel BIATSS ?

Pascal DUCOURNAU : Non, car cela est soumis à l'approbation de la Présidence.

Lila LECOULTRE : Nous pourrions utiliser la newsletter et favoriser le bouche-à-oreille.

Pascal DUCOURNAU : Voulez-vous conserver cette semaine ?

Salsabil BOUSSOUALIM : Cette semaine, c'est plus intéressant. Nous serons en plein cœur de la faculté, donc nous serons bien visibles.

Pascal DUCOURNAU : Avez-vous d'autres questions ?

Manuel BORREGO : Les portes seront-elles ouvertes ?

Sasha ABDUL RAZEK : Je vais les accompagner sur leur stand.

Philippe LAPLACE : J'ai regardé la météo. Il fait très froid.

Lila LECOULTRE : Nous nous installerons à l'intérieur, dans le hall au rez-de-chaussée de la Bibliothèque universitaire.

Pascal DUCOURNAU : Oui, entrez à l'intérieur. Je vous remercie et je vous invite à quitter la salle. Je ne vous cache pas que cet événement présente certaines difficultés. J'aimerais savoir si notre conseil est d'accord.

Maxime CONTE : C'est assez intéressant. J'ai hâte de découvrir cette culture.

Pascal DUCOURNAU : Je ne tolérerai aucun propos raciste ou antisémite.

Maxime CONTE : Il y a une inquiétude concernant la venue de personnes extérieures.

Sasha ABDUL RAZEK : Il n'y a pas de représentation spécifique des communautés d'étudiants juifs ou palestiniens. L'association juive JJR n'étant pas composée d'étudiants, elle est informée du projet, et aucune remarque n'a été remontée de leur part. Les organisatrices ont pris soin de prendre en compte le contexte. Leur objectif est de promouvoir la culture palestinienne, et elles ont travaillé pour catalyser ce projet. Elles sont préparées et seront en mesure de répondre de manière constructive à leurs interlocuteurs.

Pascal DUCOURNAU : Je propose de procéder à un vote. Y a-t-il des oppositions ? Aucune. Des abstentions ? Une abstention. Dans ce cas, le conseil de gestion approuve la présentation du programme. L'événement est donc réputé adopté.

4. Expressions des besoins en ATER

Pascal DUCOURNAU : J'ai déjà donné un avis favorable, y compris sur les demandes qui ne bénéficient pas de support de code CIAM. Cela dit, une difficulté a surgi. Deux fiches de deux laboratoires, le CRIT et l'ISTA, font une demande d'ATER pour le même support de poste. Monsieur Angélo Collombo part à la retraite. La demande est crédible pour chaque laboratoire avec des arguments solides. L'ATER pourrait potentiellement intervenir sur les deux laboratoires. Avez-vous des arguments à faire valoir à ce sujet ?

Manuel BORREGO : Monsieur Colombo faisait partie du CRIT avant de partir vers un laboratoire extérieur. Il a été même directeur du CRIT pendant un an. Je ne comprends pas pourquoi l'ISTA fait une fiche de poste concernant un collègue qui n'a jamais fait partie de ce laboratoire.

Pascal DUCOURNAU : Effectivement, cette question nécessite une réponse.

Philippe LAPLACE : Je rajoute qu'il y a 250 étudiants en première année de LEA. Il y a un sous-service par rapport à l'autre.

Benjamin GOLDLUST : Monsieur Angélo Collombo est membre d'un laboratoire à Chambéry depuis 10 ans et n'est plus affilié au laboratoire CRIT. Il me semble que ce sont en réalité les besoins du département LLCER qui sont en jeu. Monsieur Angélo Collombo enseigne presque exclusivement en LLCER, à l'exception d'un enseignement en Master RareBook. Il y a une nécessité absolue dans le département de l'ISTA pour ce profil en LLCER, car il serait impossible de garantir les cours à la rentrée prochaine sans ce soutien. Les enseignements en LEA sont

déjà largement couverts, donc il n'y aurait pas d'impact sur le laboratoire CRIT. En revanche, il existe un besoin fondamental pour la formation italienne au sein de l' ISTA.

Manuel BORREGO : Les besoins en Italien doivent être couverts en Italien. Il est évident que le collègue recruté par le CRIT s'occuperait également des besoins en LLCER

Benjamin GOLDLUST : La fiche de poste remontée par le CRIT concerne un enjeu de recherche et non de formation.

Manuel BORREGO : Le poste appartient au CRIT.

Benjamin GOLDLUST : Les postes n'appartiennent pas au laboratoire.

Pascal DUCOURNAU : Il faut prendre une décision. Je propose de mettre la question au vote à bulletin secret.

Benjamin GOLDLUST : L'avis est effectivement purement consultatif. L'objectif est de dédramatiser l'enjeu.

Nadège CHEVRE : Sur les 20 votes, il y en a eu 6 votes pour le laboratoire de l' ISTA, 8 votes pour le laboratoire CRIT, 5 blancs et 1 nul.

Benjamin GOLDLUST : Il n'y a pas de majorité.

Pascal DUCOURNAU : Il y a plus de voix pour le CRIT que pour l'ISTA.

Benjamin GOLDLUST : Il n'y a pas de majorité.

Pascal DUCOURNAU : Je me conformerai au surnombre de voix en faveur de l'ATER dans le laboratoire CRIT.

5. Besoins supplémentaires en termes de postes BIATSS : entretien de l'Arsenal, appui aux formations

Pascal DUCOURNAU : Lors de la commission BIATSS en automne, nous avons examiné deux demandes de postes : un en audiovisuel et un en secrétariat de laboratoires. À ces fiches de poste s'ajoutent des besoins supplémentaires, tels qu'un agent d'entretien pour l'Arsenal, car une seule personne ne peut couvrir l'ensemble de la superficie de ce bâtiment.

Nadège CHEVRE : Une seule personne ne pourra pas assurer l'ensemble de l'entretien de l'Arsenal. Dans le bâtiment A, une société est en charge de l'intervention. Il serait pertinent de se concentrer sur la recherche d'une personne plutôt que de faire appel à une société.

Pascal DUCOURNAU : Nous avons également besoin de soutien pour les formations. Cela a été abordé en commission BIATSS. Un document a été élaboré à partir d'un recensement réalisé par Carolane. Un tableau synoptique a été créé afin d'avoir une vue d'ensemble des besoins.

Carolane SANCHEZ : J'aurais recommandé d'abord d'étudier les besoins au sein de l'équipe de direction, puis entre les services concernés, avant de dresser de manière plus détaillée des

fiches de poste qui pourraient être transmises à la Présidence. Il manque des maillons pour mieux articuler les besoins entre les enseignants-chercheurs et les services. Ce document reste incomplet car certaines personnes n'ont pas répondu.

Marie-Pascale BEHRA : Les tâches qui ont été remontées ne peuvent pas être prises en charge par une seule personne au sein d'un seul service. L'appui de secrétariat existe dans d'autres composantes. Cela fonctionne bien, mais il y a 6 ou 7 secrétaires de département. Les scolarités ne peuvent pas assumer cette responsabilité, car si la personne est en arrêt, cela retomberait sur les scolarités.

Manuel BORREGO : C'est vrai, il faudrait un ensemble de postes. Il est nécessaire d'initier le mouvement et de changer la méthode. La création de ces postes devrait être rattachée à un département spécifique, afin qu'ils puissent couvrir en priorité les besoins de secrétariat liés à l'enseignement, mais pas à la scolarité ou à SAWE.

Carolane SANCHEZ : Tu as raison, Marie-Pascale. L'objectif des fiches de poste est d'alléger les services. Si on affecte une personne qui n'est pas présente, le but n'est pas atteint. Il faut réaliser une étude de soutenabilité. On doit se poser de nombreuses questions pour bien évaluer les besoins.

Benjamin GOLDLUST : Il faut faire remonter les fiches de poste maintenant car nous sommes en période d'élection.

Pascal DUCOURNAU : Notre conseil de gestion s'est prononcé à deux reprises pour faire remonter les deux fiches de poste : l'une en audiovisuel et l'autre en secrétariat pour 4 laboratoires. J'ai fait une demande pour savoir où en était l'avancement, et la réponse a été que l'on pensait à nous. Étant en période d'élection, c'est effectivement le moment de préparer une liste complète : deux fiches de poste (une en audiovisuel et l'autre en secrétariat pour les 4 laboratoires), une fiche de poste pour l'agent d'entretien, et des fiches de poste pour les besoins des départements. Il est important que l'on précise les choses. Est-ce que deux fiches de poste pour les besoins des départements suffisent ?

Frédérique BAEHR : Il est nécessaire de faire un tri dans le document de travail. Avant de formuler des demandes, il faudrait organiser les besoins en catégories, sous forme de familles de besoins. Ce tableau de travail reste à affiner. Il est important de bien identifier les besoins réels et de définir les profils concernés par chacun de ces besoins.

Carolane SANCHEZ : Pourquoi en commission BIATSS ? On pourrait le faire au niveau de la direction et entre les chefs de service ?

Pascal DUCOURNAU : Il y a vingt départements.

Carolane SANCHEZ : C'est une question d'éthique. On n'est pas tous logés à la même enseigne. Il faut prendre des décisions basées sur des données et ensuite faire des propositions. Il est possible de faire une demande intelligible.

Philippe PAYEN-DE-LA-GARANDERIE : C'est vrai qu'avec le recul, il faut casser cette dynamique. Tous les enseignements imaginables et mutualisés nécessiteraient un outil plus performant.

Frédérique BAEHR : Il faut un groupe de travail mixte, voire même inclure un informaticien.

Sébastien JACQUOT : Le travail est énorme. Cette solution pour remplir les salles automatiquement a déjà été évoquée plusieurs fois au conseil de gestion.

Pascal DUCOURNAU : Il faut créer un groupe de travail rapidement, puis impliquer la Commission BIATSS, en veillant à limiter le nombre de fiches de poste à un niveau raisonnable.

Sébastien JACQUOT : Pourquoi se retreindre ?

Pascal DUCOURNAU : C'est une question de calcul.

Benjamin GOLDLUST : Il est parfois vrai qu'on se discrédite. Lorsqu'on n'en demande trop. Il faut trouver un équilibre raisonnable.

Pascal DUCOURNAU : Il faut faire une liste crédible.

Frédérique BAEHR : En sachant qu'on est dans une période financière instable.

Pascal DUCOURNAU : Il est vrai.

6. Mise à jour des membres des Commissions et bureau permanent

Pascal DUCOURNAU : Certaines commissions manquent de membres.

Nadège CHEVRE : Il existe trois commissions : la commission Moyens et Patrimoine, la commission Vie étudiante et la commission Recherche. Chacune est composée de deux titulaires et de deux suppléants, représentant les enseignants-chercheurs, les BIATSS et les usagers. La commission Moyens et Patrimoine est présidée par Yohan Sahraoui, la commission Vie étudiante par Carolane Sanchez, et la commission Recherche par Manuel Borrego. Des volontaires sont-ils intéressés ?

Sébastien JACQUOT : Je souhaiterais m'investir au sein de la commission Moyens et Patrimoine ainsi que dans la commission Recherche.

Maria SANAHUJA : Est-ce que tu peux préciser les missions de chaque commission ?

Nadège CHEVRE : Des réunions sont organisées 3 à 4 fois par an, lors desquelles sont abordés des points concrets.

Manuel BORREGO : La commission Recherche est liée aux compétences en matière de recherche, telles que la coordination des laboratoires, la gestion des besoins des différents laboratoires et l'initiation à la recherche (par exemple, dans le domaine des lettres).

Marie-Pascale BEHRA : Tu nous enverras le tableau par mail, et les syndicats se chargeront de le remplir.

7. Discussion autour du projet de calendrier 2025-26

Pascal DUCOURNAU : Carolane va vous présenter le calendrier 2025-2026. Nous ne le voterons pas aujourd'hui, c'est simplement une présentation pour vous informer.

Carolane SANCHEZ : C'est un travail réalisé en collaboration avec les enseignants-chercheurs, le service Sawe et les membres des scolarités. Ce calendrier a été conçu pour répondre aux besoins et aux contraintes. Nous avons donné de l'air au semestre, et c'est ainsi que nous avons abouti à cette proposition.

Benjamin GOLDLUST: Est-ce-qu'il y a des différences notables avec le calendrier de cette année ?

Carolane SANCHEZ : La principale différence est que chaque semestre compte 13 semaines au lieu de 12.

Philippe PAYEN-DE-LA-GARANDERIE : Merci à Carolane pour ce travail collaboratif. Le calendrier 2024-2025 manquait de flexibilité, et celui-ci répond mieux à nos besoins. Il y a cependant une semaine de moins en avril. Les étudiants ont-ils exprimé leur avis à ce sujet ?

Pascal DUCOURNAU : Les étudiants peuvent s'exprimer.

Carolane SANCHEZ : La semaine de révision est optionnelle.

Marie-Pascale BEHRA : Les jurys sont programmés plus tard afin de vous permettre de corriger les copies. Ce calendrier est mieux que celui de l'année dernière.

Philippe PAYEN-DE-LA-GARANDERIE : Merci aux scolarités.

Xavier MATHIS : L'emploi du temps est à la fois étendu et allégé pour chaque semestre. La date de retour des notes est fixée après les vacances de Noël, ce qui permettra aux étudiants de soumettre leur compte-rendu après les congés.

Pascal DUCOURNAU : Le calendrier sera voté lors du prochain Conseil de Gestion, ce qui vous laisse du temps pour réfléchir de votre côté.

Maxime CONTE : Les étudiants peuvent mieux s'organiser. L'année universitaire est plus allongée, ce qui leur permet d'être plus libre du point de vue de leurs contraintes

Séverine EQUOY-HUTIN : Il serait pertinent d'envoyer le calendrier universitaire 2025-2026 aux responsables de formation.

Pascal DUCOURNAU : Ce calendrier est plus souple.

8. Présentation du « forum des masters »

Pascal DUCOURNAU : Manuel, tu as un projet de forum des masters que tu aimerais organiser dans la galerie. Si tu souhaites, tu peux partager quelques informations à ce sujet.

Manuel BORREGO : Chaque année, il y avait un 'Forum des Masters' organisé dans le hall à 17h. Il pourrait être remis en place, car tous les étudiants ne connaissent pas tous les parcours proposés. Ce forum permettrait de donner des idées, répondre aux questions des étudiants et peut-être même susciter des vocations. Est-ce qu'on l'organise cette année, entre le 3 et le 13 mars ?

Nadège CHEVRE : Il faut mettre Maëlys Neubrand dans la boucle.

9. Présentation du projet RITM

Carolane SANCHEZ : Nous répondons actuellement à un projet RITM BFC, un fonds de 50 000 euros mobilisable par la Comue pour soutenir l'innovation. Il s'agit d'une demande de financement destinée aux enseignants-chercheurs, visant à soutenir leurs projets. Le terme « innovation » revient fréquemment, et c'est une excellente opportunité pour répondre à cet appel d'offre et développer des projets de pédagogie innovante. Cette enveloppe financière serait allouée aux enseignants-chercheurs, qui pourraient ensuite nous restituer leurs projets une fois finalisés.

Manuel BORREGO : L'objectif est d'obtenir une enveloppe financière qui permettra de distribuer les fonds nécessaires à la mise en place de projets, tels que l'organisation de sorties sur le terrain pour les étudiants.

Carolane SANCHEZ : Le dossier doit être rendu pour le 24 mars 2025. Qui souhaiterait participer à ce projet ? Qui serait disponible pour relire le dossier avant le rendu ?

10. Ouverture de formations à l'alternance

Pascal DUCOURNAU : Il nous faut voter deux formations ouvrant à l'alternance : le master Info-com CERISE et le master en archéologie. Y a-t-il des oppositions à l'ouverture à l'alternance de ces deux formations ? Aucune. Des abstentions ? Aucune. Les deux formations, le master CERISE et le master en archéologie sont donc adoptées à l'unanimité.

11. Modification du Master LLCER

Manuel BORREGO : La modification concerne la maquette du Master LLCER, avec l'ajout d'un cours de linguistique et un changement pour les cours en recherche de stages au semestre 8 et on voudrait le mettre au semestre 7.

Pascal DUCOURNAU : Je te remercie, Manuel. Y a-t-il des oppositions à ces deux modifications ? Aucune. Des abstentions ? Aucune. Les modifications sont donc adoptées. Elles seront ensuite soumises à la CFVU.

Fin du Conseil de Gestion à 17H30.